

The Annals of the American Academy of Political and Social Science, Vol. 481 (Sept 1985), John J. Stremlau (Special Editor), *Soviet Foreign Policy in an Uncertain World*, Beverly Hills (CA), Sage Publications Inc., 1985, 216 p.

Jean-Christophe Romer

Volume 18, numéro 2, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702201ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702201ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Romer, J.-C. (1987). Compte rendu de [The Annals of the American Academy of Political and Social Science, Vol. 481 (Sept 1985), John J. Stremlau (Special Editor), *Soviet Foreign Policy in an Uncertain World*, Beverly Hills (CA), Sage Publications Inc., 1985, 216 p.] *Études internationales*, 18(2), 482–484.
<https://doi.org/10.7202/702201ar>

fiée, brossent des intérêts soviétiques dans le Tiers Monde un tableau où la puissance est assortie de limites sérieuses. L'URSS a-t-elle remporté des succès importants? Oui sans doute mais limités et coûteux comme à Cuba. Selon les auteurs les erreurs de l'Occident, comme en Inde ou en Égypte, ont donné au Kremlin plus d'avantages qu'il n'a par ailleurs été lui-même capable d'en gagner par ses initiatives. Qu'il s'agisse du succès des relations avec l'Inde ou de l'évolution des rapports des Soviétiques avec le Tiers Monde, il apparaît que l'idéologie socialiste commande de moins en moins la nature des échanges.

L'ouvrage édité par R. Cassen réunit un dossier extrêmement solide. Il a le mérite d'exposer et d'explicitier l'évolution des intérêts soviétiques dans le Tiers Monde avec beaucoup de réalisme et il convainc par sa rigueur.

Jean-René CHOTARD

Département d'histoire
Université de Sherbrooke, Canada

The Annals of the American Academy of Political and Social Sciences, vol. 481 (Sept 1985), John J. Stremlau (Special Editor), *Soviet Foreign Policy in an Uncertain World*. Beverly Hills (CA), Sage Publications Inc., 1985, 216 p.

Le numéro de septembre des *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences* est consacré à l'Union soviétique et à sa politique étrangère. Un des intérêts de ce volume est d'être fondé sur un double pari. Le premier est d'avoir demandé une telle analyse à un moment où le pouvoir soviétique était en pleine phase de transition. Les articles ont tous été rédigés avant la mort de Tchernenko — même si certains auteurs ont effectué une légère mise à jour en mentionnant Mikhail Gorbatchev. Malgré ce risque, et peut-être parce que tous les articles se situent d'abord dans une perspective historique, toutes les analyses présentées dans ce volume « tiennent la route ».

Le second pari est d'avoir demandé ces contributions à des auteurs ressortissants des pays ou des régions dont ils parlent, qu'il s'agisse des pays occidentaux — au sens large du terme — des pays communistes d'Europe et d'Asie ou des pays du Tiers Monde. Cela dit, le risque a été limité par le fait que dix des quatorze auteurs ont été formés, au moins partiellement aux États Unis. Ce choix délibéré des responsables de l'édition de ce volume a un avantage et un inconvénient. L'avantage est que les auteurs, connaissant parfaitement l'aire géographique dont ils parlent, peuvent se permettre de réfuter certains *a priori* communément admis dans nos sociétés occidentales. Ceci améliore nettement la qualité de l'analyse et stimule la réflexion. Mais cette qualité a un effet pervers, dans la mesure où certains auteurs présentent une vision de leur pays ou région dont les partis pris ou les engagements politiques ne sont pas toujours absents. Il en ressort que la rigueur, que l'on peut attendre d'une analyse à vocation scientifique, en pâtit nécessairement. Fort heureusement cet effet pervers n'apparaît que tout à fait exceptionnellement dans ce volume.

Les articles consacrés à l'Europe occidentale sont fortement marqués par la crise des euromissiles et la crise des relations Est-Ouest qui s'en est suivie. Les auteurs de ces articles ont parfaitement montré qu'à côté d'une volonté, commune sur les deux rives de l'Atlantique, de maintenir l'équilibre des forces en Europe, les approches du phénomène de la détente et les intérêts des deux parties du monde occidental n'étaient pas nécessairement identiques. Mais il a également été montré que cette divergence d'intérêts entre « centre » et « périphérie » ne concerne pas seulement les pays de l'Alliance atlantique. Hannes Adomeit a ainsi parfaitement résumé la situation en affirmant que « les différends entre Berlin-Est et Moscou — de même que ceux entre Bonn et Washington entre la fin de 1979 et la fin de 1983 — ne concernent pas l'adhésion à un bloc en soi, mais les formes les plus efficaces de la coopération et la qualité et l'orientation du leadership au sein de l'Alliance ». Le même auteur explique, dans le même état d'esprit et avec pertinence, les raisons du décalage temporel entre le vote du Bundestag en faveur

du déploiement des FNI et le début de la campagne contre les « tendances revanchardes en RFA » en tant que réponse au déploiement.

Il est intéressant de confronter cet article avec celui d'un auteur polonais, Marcin Sar, traitant du même sujet dans son article consacré aux relations de l'URSS avec les pays de l'Europe de l'Est. Si, pour celui-ci, la campagne « anti-revancharde » était « bien orchestrée », c'est d'abord Erich Honecker et la RDA qui ont été les principaux bénéficiaires de cette campagne, en ayant « osé se dresser contre la pression soviétique ». Une des conséquences de cette situation pourrait bien être la constitution d'une sorte d'axe Berlin-Est-Budapest. Cela dit, dans l'ensemble de ce chapitre, M. Sar explique clairement que, malgré les crises — et la crise polonaise est particulièrement bien analysée — la préoccupation première de Moscou est essentiellement économique.

Il aborde également la question des relations entre l'Europe de l'Est de la Chine, que l'on pourra confronter à l'article de Yan Mei sur les relations sino-soviétiques. Pour ce dernier, les relations entre ces deux grandes puissances ne sont pas définitivement jouées. Elles sont largement déterminées par un jeu à trois entre Washington, Moscou et Pékin, chacun jouant la carte de l'autre. À l'inverse, avec les pays de l'Europe de l'Est, les tentatives de rapprochement sont plus constantes et anciennes, Pékin jouant non seulement des sentiments anti-russes et soviétiques de pays comme la Pologne, mais également d'un intérêt économique mutuel avec notamment la RDA et la Hongrie. Les récents voyages effectués à Pékin à l'automne 1986 d'abord par le général Jaruzelski puis par E. Honecker confortent largement les analyses de M. Sar et de Yan Mei.

Les deux chapitres traitant de la Méditerranée orientale et des Balkans sont sans doute d'un intérêt moindre dans la mesure où le chapitre traitant de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de l'Albanie ne vont pas au delà de la stricte analyse économique qui, tout intéressante qu'elle soit, occulte les conflits ethniques, essentiels dans ces pays, et qui font de

cette zone une des plus vulnérables du continent.

Si l'on passe maintenant dans le Tiers Monde, on va encore assister à une heureuse et saine réfutation d'idées préconçues communément admises à l'Ouest. Ains, dans le chapitre sur l'Asie du Sud-Ouest, Amin Saikal montre bien quel est l'objectif réel de l'URSS en Afghanistan : pas de victoire militaire mais une lente et inexorable soviétisation des principales villes du pays. Cette stratégie est mise en relation avec les données géopolitiques de la zone et notamment les intérêts américains et la situation interne en Iran et au Pakistan.

Dans ce secteur, on peut toutefois relever une absence importante, bien que compréhensible compte tenu de la complexité du sujet : la crise du Proche Orient et le rôle que l'URSS joue ou cherche à jouer. Par contre, un article sur le Maghreb est d'autant mieux bienvenu, qu'il n'existe que peu de chose sur la question. Même si le Maghreb ne constitue pas, comme le rappelle Zaki Laïdi, une zone prioritaire pour l'URSS, la place étant largement occupée par la France et les États-Unis, il n'en préoccupe pas moins les Soviétiques. Mais un autre intérêt de cette contribution est d'énoncer trois règles de la politique soviétique dans le Tiers Monde, en particulier en Afrique : le soutien aux États et non aux groupes sociaux ; le respect des frontières issues de la colonisation ; et le refus de toute confrontation directe avec une puissance occidentale. Ceci sert à démontrer les divergences de perspectives entre Moscou et Triopli et, de là, la méfiance de l'URSS à l'égard de la politique de Khadafi. Mais ces trois règles trouvent aussi leur application dans un autre article consacré aux pays sud-africains. Sam Nolutshungu montre que dans cette région, l'Afrique du Sud n'est pas la ciblée première de Moscou qui préfère opérer une manœuvre d'encercllement et de soutien aux mouvements de libération, au pouvoir ou non. L'auteur constate alors que, tout en soutenant l'ANC, l'URSS n'a jamais favorisé d'actions pouvant conduire à un conflit inter-étatique dans la région.

Les deux articles consacrés au continent latino-américain mettent en avant le rôle spécifique joué par Cuba dans la région, rôle qui

n'est pas nécessairement identique à celui de l'URSS. E.D. Reyes constate d'une part que l'aide cubaine en faveur des mouvements révolutionnaires et surtout des États ou groupes d'États qui se détachent de l'influence des États-Unis, est supérieure à l'aide soviétique. Mais il constate d'autre part que ni Cuba — et à plus forte raison Moscou — ne paraissent prêts à défendre militairement des pays comme le Nicaragua ou, en son temps, la Grenade.

En d'autres termes, l'objectif soviétique dans cette région est essentiellement tactique et les relations — parfois bonnes — qui se sont instaurées entre certains pays de la zone et l'URSS correspondent essentiellement à une volonté de diversification des relations extérieures de ces pays. Pour Moscou, avoir un pied dans cette région ne saurait signifier qu'elle entend y développer sa sphère d'influence. Il s'agit plutôt d'abord de gêner voire d'affaiblir les positions des États-Unis. Mais n'est-ce pas là aussi la base même de la politique soviétique à l'égard de l'ensemble du monde occidental ?

Jean-Christophe ROMER

INSED, Université de Paris I

WHITING, Kenneth R.. *Soviet Air Power*, Boulder and London, Westview Press, 1986, 276 p.

Ce livre comprend un intéressant résumé de l'histoire militaire de l'URSS, et un récit plus détaillé de l'établissement de la puissance aérienne soviétique.

Les deux premiers plans quinquennaux ont permis de mettre sur pied une forte industrie aérienne intérieure. Toutefois, les revers de la Guerre civile d'Espagne, où les avions allemands se sont révélés supérieurs aux appareils russes, ont amené Staline à retirer ses forces aériennes d'Espagne et à réduire la construction de bombardiers.

Les purges de Staline ont décimé les hauts rangs de l'aviation et de l'industrie aéronautique, et l'aviation soviétique s'est peu signalée durant la guerre finno-soviétique de 1939-1940. Cependant, la pire catastrophe s'est produite dans les premiers jours de l'attaque allemande de 1941, alors que la Luftwaffe a détruit des milliers d'avions soviétiques au sol. La plupart des équipages avaient cependant échappé à la mort. Par la suite, les Soviétiques ont redoublé d'efforts pour rétablir la production d'avions à l'Est de la Volga. Après un lent départ, le rythme de production a dépassé celui des Allemands. Les Soviétiques ont accordé la priorité aux avions de combat et d'appui rapproché, mettant l'accent sur la quantité plutôt que sur l'innovation. Plus de 36 000 *Stormovik*, ces fameux avions d'assaut blindés d'antichars, ont été construits. Le chasseur allemand YAK-3, introduit en 1944, pouvait rivaliser avec le Me-109 allemand. La plus grande des victoires soviétiques de la Deuxième Guerre mondiale a peut-être été celle de Stalingrad, où les tentatives allemandes en vue d'approvisionner la Sixième armée ont été contrées par les rigueurs du climat et l'aviation soviétique.

Bien que l'URSS n'ait pas eu à souffrir beaucoup des bombardements stratégiques durant la Deuxième Guerre mondiale, ni n'ait compté beaucoup de réalisations dans ce domaine, les succès de la RAF et de la USAF ainsi que l'invention de la bombe atomique ont convaincu Staline, après la guerre, qu'il fallait accorder la priorité à la défense aérienne. La capture d'installations et de personnel allemands a profité aux Soviétiques pour la mise au point de radars et de moteurs à réaction. Ils ont acquis beaucoup d'expérience pratique en Corée, où les chasseurs de jour Mig-15 ont connu le succès. Au milieu des années 50, les Soviétiques avaient mis en service les intercepteurs tous temps et les missiles sol-air. Les Mig-25 *Foxbat*, conçus pour combattre les bombardiers supersoniques américains B-70 (abandonnés en 1961), sont devenus les intercepteurs les plus rapides du monde. La défense aérienne est l'un des grands services qui relève de l'État-major général et il englobe, parmi ses armements, les intercepteurs, les